



ASIE/MYANMAR - Graves abus contre les droits humains et la liberté religieuse

Yangon (Agence Fides) – Malgré les signaux positifs de changement et d'ouverture provenant du Myanmar, « de graves abus contre les droits humains et la liberté religieuse continuent à être enregistrés ». C'est ce qu'affirme un nouveau Rapport élaboré par l'ONG d'inspiration chrétienne Christian Solidarity Worldwide (CSW) engagée au niveau international dans la défense des droits humains, de la justice et de la liberté religieuse. Le rapport, envoyé à l'Agence Fides, est le fruit d'une mission d'enquête menée au Myanmar pendant un mois par des experts et des membres de CSW. L'équipe en question, outre à visiter les principales villes telles que Naypidaw et Yangon, s'est également rendue dans l'Etat Kachin, au nord du pays, où un conflit civil entre les groupes locaux kachins et l'armée se poursuit depuis deux ans, ayant provoqué l'évacuation de 100.000 civils. Alors qu'à Yangon et dans les villes, on respire « un nouveau climat d'ouverture » source d'espoir – remarque le rapport – dans la zone de conflit avec les minorités ethniques, « sont enregistrées de brutales violations des droits humains à l'encontre des civils ».

Un homme d'ethnie kachin, détenu par l'armée puis relâché, a décrit à l'équipe de CSW les tortures subies : pendu par les pieds, il a été malmené et blessé à l'arme blanche, sodomisé, menacé à l'aide d'une grenade placée dans sa bouche. Attendu qu'il était chrétien, raconte le CSW, les militaires « l'ont laissé pendant des heures sur des pierres coupantes, avec les bras ouverts, comme le Christ ».

L'équipe de CSW a été accompagnée dans une partie de la mission par Lord Alton de Liverpool, membre de la Chambre des Lords du Parlement britannique. Elle a visité Ayela, dont la communauté musulmane a été attaquée le 22 mars dernier. Dans ce cadre, des militants bouddhistes ont profané et incendié la mosquée, les maisons et l'école coranique. Les musulmans locaux se rappelaient « avoir vécu pendant deux siècles en paix » alors que désormais, des militants bouddhistes les terrorisent.

Le CSW, appréciant certaines réformes lancées par l'Etat, attire l'attention sur « la culture de l'impunité qui doit être affrontée », invoquant « une protection urgente des minorités religieuses et ethniques » ainsi que la sauvegarde de la liberté religieuse. L'ONG demande un élan en faveur du dialogue interreligieux, de la construction de la paix, de l'assistance humanitaire au profit des évacués, du processus de réconciliation qui implique toutes les minorités ethniques de la nation. (PA) (Agence Fides 15/05/2013)